

Contribution dans le cadre de la  
consultation publique initiée le 6  
octobre 2015 par l'ARCEP sur les lignes  
directrices relatives à la tarification de  
l'accès aux réseaux à très haut débit en  
fibre optique déployés par l'initiative  
publique

6 novembre  
2015



***Tutor***

La fibre publique

VERSION  
NON CONFIDENTIELLE

## Synthèse de la contribution de Tutor

Tutor, opérateur expérimenté de RIP, partage les objectifs de visibilité et de prévisibilité poursuivis par l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ci-après « **l'ARCEP** » ou « **l'Autorité** ») dans le cadre du projet de lignes directrices relatives à la tarification de l'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique (ci-après les « **Réseaux THD** ») déployés par l'initiative publique<sup>1</sup>(ci-après le « **Projet de lignes directrices** »)

Pour autant, Tutor considère qu'à ce stade, les mesures envisagées par l'Autorité, vont avoir pour effet d'entraver le développement des réseaux d'initiative publique (ci-après les « **RIP** »), dans la mesure où elles ne sont pas adaptées à leurs spécificités et aboutissent à des niveaux tarifaires excessifs ne permettant pas d'assurer une concurrence loyale dans le secteur.

Tutor regrette à cet égard que ses développements dans le cadre de la précédente consultation de l'Autorité, non plus d'ailleurs que ceux des autres opérateurs de RIP, n'aient pas été pris en considération par l'Autorité.

**S'agissant de la méthode de calcul des tarifs de gros FTTH**, Tutor estime que le référentiel de comparaison utilisé par l'ARCEP (les zones d'initiative privée en zone moins dense, ci-après les « **Zones AMII** »), n'est pas pertinent, dans la mesure où les zones RIP sont :

- moins rentables et, en conséquence, non adressées par les opérateurs intégrés ;
- soumises à des contraintes particulières en termes juridiques, économiques et financiers ; en particulier, les opérateurs de RIP subissent des risques plus importants, liés au fait que **l'économie des RIP dépend intimement du taux de pénétration et de la rapidité de cette pénétration** :
  - ils ne bénéficient pas de la garantie qu'ont les opérateurs intégrés de disposer, grâce à leurs propres branches de détail, d'un taux de pénétration minimum leur permettant de rentabiliser leurs investissements ;
  - ils sont tenus de payer dès la remise du réseau des montants importants (redevances d'utilisation du réseau, échéances d'emprunts bancaires) représentant des montants extrêmement significatifs ;
  - ils sont tenus à des contraintes dans le déploiement, notamment s'agissant du calendrier (et des pénalités associées en cas de non-respect), quand les opérateurs intégrés prennent un retard important dans le déploiement de nombreux projets en zone AMII sans aucune sanction ;
  - ils sont donc tenus de déployer des offres attractives afin d'attirer rapidement les opérateurs commerciaux sur leur réseau, notamment des offres activées que ne proposent pas les opérateurs intégrés dans les zones d'initiative privée.

---

<sup>1</sup> Sur le fondement de l'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales modifié par la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

Selon Tutor, le référentiel de comparabilité devrait a minima inclure les zones très denses, sur lesquelles l'Autorité dispose d'un meilleur retour d'expérience et qui permettraient de respecter le cadre réglementaire imposant une comparaison au regard de zones « plus compétitives », ce que ne sont pas les Zones AMII.

**Sur les niveaux de tarifs fixés par l'Autorité**, Tutor souligne d'une manière générale que pour l'heure ceux-ci reposent pour une large part sur des sous-jacents économiques non justifiés ce qui soulève des doutes quant au caractère pertinent, objectif et efficace (i) de la structure et (ii) du niveau tarifaires proposées par l'Autorité, en violation notamment du principe d'objectivité des coûts sous-jacents et de l'objectif de visibilité accrue pour les acteurs du secteur poursuivi par l'ARCEP.

L'ARCEP n'a pas non plus pris en compte la tendance baissière des coûts de déploiement, observée ces dernières années.

Tutor entend revenir plus spécifiquement sur certains éléments des tarifs qu'entend imposer l'Autorité :

- **le tarif non récurrent du cofinancement** est incohérent au regard de la base des coûts prise en compte dans le cadre du Plan France Très haut débit (ci-après le « **PFTHD** ») ainsi que du montant total des investissements au titre de ce plan, lesquels aboutissent à un coût de déploiement entre 300 et 400 € maximum par ligne (et non 500) ;
- s'agissant des **tarifs de location activée**, les coûts sont fortement surévalués du fait des **hypothèses erronées** retenues par l'ARCEP et notamment :
  - l'utilisation du taux de pénétration du dégroupage pour le calcul du tarif de location passive du segment PM/PBO, alors que les taux de pénétration de FTHH sont plus importants ;
  - l'utilisation des coûts de l'ADSL pour le calcul des coûts d'activation et de collecte, ce qui conduit à une surévaluation de ces coûts de [SDA] environ ;
- les niveaux tarifaires retenus par l'Autorité conduit à **un important effet de ciseau tarifaire sur le marché de détail** au détriment des opérateurs commerciaux souscrivant une offre de location activée.

Enfin, si Tutor partage la nécessité de mécanismes de remise, ceux proposés par l'Autorité lui semblent insuffisants au regard des problématiques spécifiques des RIP. Tutor considère essentiel de pouvoir proposer aux opérateurs commerciaux des mécanismes de tarification dégressive au volume, ainsi que cela est pratiqué classiquement dans le secteur, et propose d'appliquer cette dégressivité, dès l'atteinte de certains niveaux de taux de pénétration globaux à l'échelle du RIP, à l'ensemble des opérateurs commerciaux présents sur celui-ci, en complément de mécanismes individuels, fonction du niveau de taux de pénétration sur lequel un opérateur commercial peut s'engager.

Tutor estime qu'une telle organisation permettrait un développement pro-concurrentiel du RIP favorable à tous les opérateurs commerciaux.

**Contribution dans le cadre de la consultation publique initiée le 6 octobre 2015 par  
l'ARCEP sur les lignes directrices relatives à la tarification de l'accès aux réseaux à très  
haut débit en fibre optique déployés par l'initiative publique**

La problématique de la tarification de l'accès aux Réseaux THD déployés par l'initiative publique revêt une particulière importance dans le contexte actuel, marqué par des incertitudes s'agissant des perspectives de déploiement de fibre optique.

En effet, cette question, à l'image de ce qu'elle a pu être dans le cadre des offres de gros DSL, notamment du dégroupage, est un élément clé, conditionnant fortement le potentiel succès du développement du très haut débit en France, le maintien voire le développement de la concurrence sur les marchés des services fixes de communications électroniques et, partant, l'aménagement numérique du territoire, ainsi que le développement dans ces zones de l'Internet des Objets (IdO ou IoT pour Internet of Things). Ces points avaient déjà été largement développés par la société Tutor (ci-après « **Tutor** ») dans sa réponse à la consultation publique initiée le 17 décembre 2014 par l'ARCEP relative au modèle de tarification de l'accès aux réseaux mutualisés en fibre optique en dehors des zones très denses (ci-après la « **Première Consultation** »).

Tutor a choisi de s'investir pleinement dans le développement des réseaux fibrés (conception, déploiement et exploitation de Réseaux THD), principalement sur les réseaux d'initiative publique (ci-après « **RIP** ») sur lesquels elle développe une activité d'opérateur d'opérateurs. Présente depuis plus de dix ans dans ces métiers, Tutor bénéficie d'une importante expérience s'agissant du développement des Réseaux THD en zones moins denses (ci-après « **ZMD** »). Elle dispose ainsi d'une vision concrète des spécificités relatives à l'établissement des réseaux sur ces zones, ainsi qu'à leur commercialisation.

Si dans le principe, l'intervention de l'ARCEP peut se révéler bénéfique pour le secteur en assurant davantage de visibilité et prévisibilité, il convient de s'assurer que les mesures envisagées n'aient pas *in fine* un effet inverse en ne tenant pas compte des spécificités des RIP et en entravant le développement de celui-ci.

A travers de cette contribution, et comme elle l'a fait dans le cadre de la précédente, dont elle regrette qu'elle n'ait pas été suffisamment prise en compte, Tutor souhaite appeler l'attention de l'Autorité sur certaines problématiques qui font la spécificité des RIP en ZMD et qui ne semblent pas être suffisamment intégrées dans le Projet de lignes directrices, ainsi que sur certaines incohérences de la tarification proposée, ce qui pourrait conduire à la détermination de tarifs inadaptés à la réalité de ces réseaux et, partant, préjudicier fortement à leur développement.

En effet, dans son analyse, l'ARCEP :

- ne prend notamment pas en compte les différences réelles et matérielles entre les zones d'initiative privée et les zones d'initiative publique (ci-après « **ZIPublique** ») alors même que les tarifs d'accès de gros en ZIPublique doivent se fonder sur ceux pratiqués « *dans d'autres zones comparables, plus compétitives* »<sup>2</sup> ;
- repose sur certaines hypothèses structurantes qui ne sont pas étayées et qui paraissent inexactes au regard de la réalité des coûts encourus dans le cadre du développement des RIP et plus largement des Réseaux THD.

**Question 1. Les contributeurs sont invités à exposer leur point de vue sur les éléments présentés dans la première section.**

Dans la première section du Projet de lignes directrices, après avoir rappelé le cadre juridique applicable et les travaux menés par l'ARCEP sur le modèle générique de tarification, cette dernière souligne que la convergence tarifaire des offres de gros d'accès aux Réseaux THD serait souhaitable et ce, quelles que soient les zones considérées. En particulier, l'ARCEP considère que les tarifs de gros pratiqués en ZIPublique doivent être homogènes avec ceux pratiqués en zone d'initiative privée (ci-après « **ZIPrivée** ») en se fondant plus particulièrement sur les tarifs des zones moins denses (ci-après « **Zones AMII** »).

Tutor rappelle que la réglementation applicable impose que les tarifs d'accès de gros se fondent sur ceux pratiqués « *dans d'autres zones comparables, plus compétitives* », ces tarifs ne devant en tout état de cause pas être excessifs ou prédateurs.

Ainsi, si l'objectif d'homogénéité tarifaire est légitime, encore faut-il que les spécificités de chacune des zones concernées soient pleinement prises en compte dans la mesure où cette homogénéité s'applique entre zones comparables.

**Dit simplement, l'objectif d'homogénéité tarifaire ne saurait conduire à augmenter artificiellement les tarifs des prestations dans les cas hypothétiques où les coûts de déploiement en ZIPublique seraient inférieurs à ceux pratiqués dans les Zones AMII, sauf à méconnaître les principes de transparence et d'objectivité précités (cf. sur ce point la précédente contribution de Tutor).**

Sur ce point, Tutor considère, comme de nombreux acteurs au demeurant, que le référentiel de comparaison utilisé par l'ARCEP n'est pas adapté dès lors notamment que les Zones AMII et les ZIPubliques ne sont pas comparables (cf. **point 1**) et que le critère de compétitivité est insuffisamment pris en compte par l'Autorité (cf. **point 2**).

---

<sup>2</sup> Page 9 du Projet de Lignes directrices – soulignements et surlignements ajoutés par nos soins.

### ***1) Les Zones AMII et les ZIPubliques ne sont pas comparables***

La différence de situation entre ces deux types de zones est attestée par de nombreux acteurs :

- les collectivités territoriales soulignent cette différence et la particularité des RIP :

*« Les ARN doivent veiller à prendre en compte la particularité des réseaux d'initiative publique qui sont des réseaux neutres et ouverts avec comme objectif premier l'aménagement du territoire et non la rentabilité à court terme, et qui n'existent que pour palier la carence de l'intervention privée dans ce domaine »<sup>3</sup>.*

- les parlementaires en ont également eu l'occasion. Ainsi, la sénatrice Annick Billon, lors de la séance du 15 avril 2015 sur le projet de loi Macron, expliquait :

*« Les spécificités des réseaux d'initiative publique, les RIP, doivent être prises en compte, afin de favoriser leur commercialisation auprès des opérateurs. Il s'agit d'opérations d'aménagement du territoire impliquant la construction d'un grand nombre de prises dans un laps de temps restreint, engendrant de forts coûts de portage et risquant, de ce fait, de se révéler insupportables à une brève échéance. En conséquence, les RIP doivent susciter la venue de fournisseurs d'accès aussi divers que possible, déployant une offre de gros très attractive. Ces réseaux obéissent à la contrainte d'intervenir exclusivement en tant qu'opérateurs d'opérateurs.*

*Les réseaux privés, eux, suivent d'autres logiques. Ils sont construits par des opérateurs intégrés qui peuvent à la fois intervenir sur les marchés de gros et sur les marchés de détail. Leur but est de transférer leur propre clientèle vers la fibre et de capter la clientèle des opérateurs concurrents ».*

Tutor avoue donc son incompréhension quant au fait que ces spécificités des ZIPubliques et des RIP ne soient pas mentionnées et intégrées par l'Autorité dans le cadre du Projet de lignes directrices, contrairement à la position exprimée par un grand nombre d'acteurs lors des consultations antérieures.

Ces spécificités tiennent notamment au fait que le déploiement des ZIPubliques ne peut intervenir qu'avec un soutien public faute d'intérêt des opérateurs privés (cf. **point 1.a**) et à l'existence de contraintes et d'obligations additionnelles pour les opérateurs de RIP au regard de celles pesant sur les opérateurs intervenant dans les ZIPrivées et Zones AMII (cf. **point 1.b**).

---

<sup>3</sup> Avis de la Région Aquitaine relatif à la révision des lignes directrices communautaires pour l'application des règles relatives aux aides d'Etat dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit, p. 15.

***a. Le déploiement des ZIPubliques ne peut intervenir qu'avec un soutien public, faute d'intérêt des opérateurs privés***

Les ZIPubliques sont en général circonscrites à des zones ne constituant pas une cible pour les opérateurs privés, lesquels visent principalement les grandes agglomérations métropolitaines et les communes périphériques, comme cela ressort de l'appel national à manifestation d'intention d'investissement (ci-après « **AMII** ») visant à recenser les projets de déploiement de Réseaux THD en dehors des zones très denses (ci-après « **ZTD** ») portés par les opérateurs privés seuls.

En effet, à l'issue de cet AMII, les opérateurs annonçaient souhaiter déployer des réseaux FTTH dans 3600 communes sur les 36000 communes françaises, couvrant ainsi moins de 60% de la population<sup>4</sup>.

Comme le soulignait M. Hervé Maurey au cours des débats sur la loi Macron au Sénat, « *Les opérateurs – on ne peut les en blâmer – sont des acteurs privés : ils cherchent donc la rentabilité et ne vont pas là où elle est absente* »<sup>5</sup>.

Les autres zones du territoire ne peuvent en conséquence disposer d'un réseau FTTH qu'avec le soutien / l'initiative des collectivités (étant précisé en tout état de cause que la possibilité pour une collectivité de subventionner une collectivité dans le cadre du Plan France Très Haut Débit est limitée aux zones blanches NGA, c'est-à-dire les zones où aucune infrastructure NGA n'existe ou n'est susceptible d'être déployée sans aide publique dans un calendrier raisonnable).

Comme le rappelle la Commission européenne, « *sans un appui des pouvoirs publics, seulement 25% à 40% de la population auraient accès à l'internet à très haut débit* »<sup>6</sup>.

Or, dès lors que le déploiement des réseaux FTTH se fait avec le soutien des pouvoirs publics, des contraintes et des obligations additionnelles pèsent sur les opérateurs en charge du déploiement et de l'exploitation des réseaux concernées par rapport à celles existant en ZIPrivées.

***b. Les opérateurs de RIP sont soumis à des contraintes et obligations plus importantes que les opérateurs privés***

En conséquence des différences d'objectifs qui viennent d'être rappelées ainsi que des montages juridiques mis en place, les obligations et contraintes pesant sur les acteurs selon qu'ils exploitent un RIP ou non ne sont pas les mêmes, tant en termes de commercialisation qu'aux plans financier et juridique.

---

<sup>4</sup> « Plan France Très Haut Débit : Numéricable-SFR chamboule la zone d'initiative privée », La Gazette des communes, 24 septembre 2015 (<http://www.lagazettedescommunes.com/397376/plan-france-tres-haut-debit-numericable-sfr-chamboule-la-zone-dinitiative-privée/>).

<sup>5</sup> Séance du 15 avril 2015, JO Sénat, 16 avril 2015, p. 3824.  
<http://www.senat.fr/seances/s201504/s20150415/s20150415.pdf>

<sup>6</sup> Décision N 330/2010 du 19 octobre 2011, point 4.

- **Contraintes en termes de commercialisation**

Les contraintes pesant sur les opérateurs, en termes de commercialisation, présentent des divergences selon que l'on est en ZIPublique ou en ZIPrivée, dès lors que dans les ZIPubliques, le déploiement et l'exploitation des réseaux THD est majoritairement le fait d'opérateurs « neutres » alors qu'elle est uniquement le fait d'opérateurs « intégrés » en ZIPrivée.

En effet, un opérateur intégré (c'est-à-dire un opérateur qui non seulement déploie et exploite des réseaux et qui propose donc des offres de gros d'accès aux Réseaux THD mais qui est également actif sur le marché de détail de l'accès Internet très haut débit) a un plan d'affaires différent de celui des opérateurs neutres (opérateurs uniquement présents sur les ZIPubliques et développant uniquement leur activité sur les marchés de gros) dans la mesure où **il bénéficiera de facto, grâce à ses propres services de détail, d'un taux de pénétration minimum du Réseau THD qu'il déploiera, lui permettant donc de rentabiliser ses investissements.**

Ainsi, il ne déploiera le réseau qu'à la condition qu'il puisse, par la suite, commercialiser ses propres offres de détail sur ce réseau. L'initiative privée appelant la concurrence, dès que cet opérateur offrira un accès pour le marché de détail, les autres opérateurs commerciaux viendront le concurrencer.

A l'inverse, les opérateurs neutres, dont l'activité est limitée à être opérateur d'opérateurs, **n'ont aucune garantie** lorsqu'ils déploient des RIP **que des opérateurs commerciaux seront intéressés pour proposer des offres de détail à partir de leur réseau et ne peuvent « remplir » eux-mêmes leur réseau** dans la mesure où ils ne sont donc pas habilités à intervenir sur le marché de détail.

Les opérateurs de RIP n'en restent pas moins tenus à une contrainte de rentabilité, dans la mesure où ils supportent le risque d'exploitation associé au réseau. En effet, dans le cadre d'une délégation de service public, schéma le plus souvent retenu dans le cadre de RIP, **l'exploitation se fait aux risques et périls du délégataire** puisque sa rémunération est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service public.

Ces différences majeures imposent aux opérateurs de RIP de proposer des offres attractives aux opérateurs commerciaux.

C'est dans ce contexte que les offres activées ont été mises en place spécifiquement sur les RIP, les opérateurs en ZIPrivées ne proposant quant à eux que des offres passives.

Les offres activées sont essentielles au déploiement des RIP (à l'image de ce qu'ont pu être les offres de type option 3 et 5 dans le cadre du DSL) puisqu'elles permettent aux opérateurs commerciaux d'assurer la commercialisation de leurs services d'accès à Internet très haut débit sur le marché de détail pour un niveau d'investissement plus faible que dans le cadre de la location passive ou du cofinancement.

Les opérateurs commerciaux peuvent ainsi se constituer une base commerciale leur permettant ensuite de soutenir des investissements plus importants pour assurer leur présence sur les RIP via des offres de location passive ou de cofinancement (comme pour le dégroupage dans le cadre du DSL).



Cette absence d'offre activée en ZIPrivée constitue d'ailleurs un critère différenciant majeur démontrant l'absence de comparabilité entre les zones.

Sur ce point, Tutor relève que, dans le cadre de la Première consultation, d'autres opérateurs de RIP ont souligné, tout comme elle, l'importance des offres activées pour la venue des opérateurs sur leur réseau.

A titre illustratif, le Syndicat intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain (ci-après « SIEA ») indiquait que :

*« pour le pour le moment, son offre de cofinancement, pourtant calquée sur la pratique du marché en zone AMII, n'intéressent en réalité qu'un opérateur, Orange, et que celui-ci n'a encore souscrit à aucune tranche. Dans le même temps, les offres activées en IP ont permis la venue sur son réseau de 5 opérateurs de proximité grand public et les offres RFoG ont permis la venue d'un opérateur d'envergure nationale, Numéricable »<sup>7</sup>.*

Le Sipperec fait état du même constat<sup>8</sup>.

- **Exigences financières**

Ensuite, au plan financier, les opérateurs de RIP sont soumis à des exigences financières auxquelles ne sont pas soumis les opérateurs agissant en ZIPrivées dans la mesure où **l'économie des RIP est intimement liée au taux de pénétration et à la rapidité de cette pénétration.**

En effet, dans l'hypothèse où le taux de pénétration serait inférieur aux prévisions envisagées lors de la conclusion de la délégation de service public, le délégataire reste tenu de payer les redevances qu'il doit à la collectivité délégante dès la remise du réseau mais également les échéances des emprunts bancaires conclus pour assurer le financement du réseau.

Les montants peuvent s'avérer conséquents. [SDA]

Les ordres de grandeur peuvent varier selon les DSP mais démontrent le caractère impératif pour les opérateurs de RIP de pouvoir rapidement atteindre un taux de pénétration minimum, sauf à devoir faire face de manière durable à une exploitation déficitaire et *in fine* à voir la pérennité du RIP remise en cause.

Or, compte tenu des taux de pénétration devant être atteints pour couvrir ces coûts, seule l'arrivée d'un opérateur commercial de premier plan sur le RIP concerné permet de parvenir à l'atteinte de ces niveaux de pénétration dans un horizon de temps raisonnable.

La présence de cet opérateur commercial de premier plan assurera, en outre, l'arrivée à brève échéance des autres opérateurs commerciaux de premier plan, ceux-ci devant préserver leur situation sur le marché de détail.

---

<sup>7</sup> Page 4.

<sup>8</sup> Réponse à la Première consultation du Sipperec, page 2.

Les opérateurs intégrés déployant en Zone AMII, qui sont d'ailleurs exclusivement Orange et NC / SFR, autrement dit les deux plus gros opérateurs sur le marché de détail, ne sont pas soumis à une telle contrainte puisque, comme il a été rappelé *supra*, ils peuvent s'assurer dès le début de l'exploitation du réseau un taux minimum de pénétration au travers de leurs propres branches de détail.

Ces éléments et différences de situation sont non négligeables pour l'évolution future du développement du très haut débit en France.

#### [SDA]

Un alignement pur et simple des tarifs applicables dans le cadre des ZIPubliques avec ceux pratiqués en ZIPrivées sans tenir compte des différences précitées mais également de ces éléments de contexte porte en germe des risques non négligeables pour le déploiement du THD.

**Tutor appelle donc l'Autorité à la plus grande vigilance, afin que les tarifs de gros qui seront recommandés dans le cadre des lignes directrices présentent bel et bien un caractère pro-concurrentiel, ce qui lui apparaît tout à fait incertain en l'état.**

- **Contraintes juridiques**

Sur le plan juridique, les opérateurs agissant dans le cadre de RIP sont soumis, dans le cadre des contrats conclus avec les collectivités à l'origine du projet FTTH (contrats de délégation de service public ou marchés publics en particulier), à des calendriers de déploiement et à des sanctions en cas de non-respect de leurs obligations contractuelles.

A l'inverse, les opérateurs privés intervenant en Zone AMII se contentent d'une simple déclaration d'intention mais ne sont soumis à aucune obligation de réaliser l'investissement envisagé et à aucune sanction dans le cas où le réseau n'est finalement pas déployé ou prend du retard.

De nombreux retards de déploiement ont d'ailleurs été annoncés dans les derniers mois, y compris d'ailleurs en zone très dense.

A titre illustratif, la Communauté de Communes de l'Ouest de la Plaine de France (CCOPF) a annoncé un retard de plus de 9 mois sur le déploiement de son réseau FTTH par Orange<sup>9</sup>.

De même, l'agglomération d'Evry a alerté sur un retard de 9 à 20 mois dans le déploiement de son réseau par SFR<sup>10</sup>. Plus encore, à la suite de retards de déploiement de la fibre optique par ce même opérateur, Lille Métropole a décidé de (i) résilier le contrat le liant à SFR et (ii) confier à Orange le déploiement de l'intégralité du réseau qui se fera, sur certaines parties, en VDSL2<sup>11</sup>.

---

<sup>9</sup> <http://www.ccopf.fr/article/ca-bouge-du-cote-de-la-fibre-optique>.

<sup>10</sup> « Retard sur la fibre optique : l'agglomération d'Evry hausse le ton », Le Parisien, 13 septembre 2015.

<sup>11</sup> <http://www.zdnet.fr/actualites/fibre-la-metropole-de-lille-congedie-numericable-sfr-39826678.htm>

La Région Bretagne s'inquiétait, dès 2011, de cette situation : « *Il persiste aujourd'hui de fortes incertitudes sur la portée et le calendrier de ces déploiements privés non soumis à des obligations de déploiement. Ainsi, le risque d'une fracture numérique du Très Haut Débit est réel* »<sup>12</sup>.

Certains acteurs vont jusqu'à s'interroger sur l'existence d'une stratégie de certains opérateurs intégrés qui, en annonçant leur intention d'investir, bloqueraient les déploiements de RIP pour préserver la rente financière liée à l'exploitation de la boucle locale cuivre<sup>13</sup>. [SDA]<sup>14</sup>.

Pour l'ensemble de ces raisons, **la comparabilité de ces deux types de zones apparaît extrêmement contestable à Tutor, de même, en conséquence, que la transposition automatique des tarifs de gros pratiqués dans les Zones AMII aux ZIPubliques.**

Plutôt que l'imposition d'un tarif générique, **Tutor estime que la solution la plus appropriée consisterait à déterminer les postes de coûts à prendre en compte et leurs règles de comptabilisation pour fixer le tarif applicable aux offres de gros FTTH. Une fois ces règles posées, chaque opérateur d'infrastructure pourra déterminer le tarif applicable dans le respect des principes d'objectivité, de pertinence, d'efficacité, de transparence et de non-discrimination exigés par la réglementation, tout en tenant compte de ses spécificités propres.**

*In fine*, ce n'est pas tant l'identité des tarifs de gros qui est un enjeu majeur pour le développement du THD que la nécessité de fixer des conditions permettant d'assurer des tarifs de détail (i) unifiés à l'échelon national (il serait en effet dommageable de voir apparaître sur le marché de détail des tarifs RIP distincts des tarifs applicables dans les autres zones, ce qui reviendrait à voir à nouveau apparaître, comme cela l'a été dans le cadre du DSL, une distinction zones dégroupées / zones non dégroupées) et (ii) qui incitent les opérateurs commerciaux à venir immédiatement sur les RIP et non une fois que les ZIPrivées auront déjà été couvertes (préoccupation qui ne peut être ignorée face au risque de fracture numérique).

---

<sup>12</sup> Avis de la Région Bretagne sur la révision des lignes directrices communautaires pour l'application des règles relatives aux aides d'Etat dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit, p. 2, août 2011.

<sup>13</sup> Avis de la Région Aquitaine relatif à la révision des lignes directrices communautaires pour l'application des règles relatives aux aides d'Etat dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit, p.11.

<sup>14</sup> [SDA].

## 2) *Le critère de compétitivité est insuffisamment pris en compte par l'Autorité*

Comme le relève l'ARCEP sans pour autant en tirer toutes les conséquences qui s'imposent, les lignes directrices de la Commission européenne pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit, qui sont à l'origine du critère de comparabilité, indiquent :

*« Pour le critère de référence, le tarif de gros officiel moyen qui est appliqué dans d'autres zones comparables, plus compétitives, du pays ou de l'Union sera retenu ou, à défaut d'un tarif officiel, les tarifs déjà fixés ou approuvés par le RN pour les marchés et services concernés ».*

Or, les Zones AMII ne sont pas plus compétitives que les ZIPubliques, comme le démontrent notamment (i) le niveau des tarifs de gros pratiqués dans ces zones, apparemment plus élevé que celui figurant dans le modèle ARCEP, (ii) le faible nombre de lignes FTTH déployées dans ces zones et (iii) le plus faible nombre d'acteurs intervenant dans le déploiement des réseaux de fibre optique (et partant un degré de concurrence moindre).

S'agissant du niveau des tarifs, l'Autorité relève ainsi que les tarifs des offres de location passive observés dans les Zones AMII s'établissent entre 15 et 16 €<sup>5</sup>, **soit 20% de plus que les tarifs qu'elle juge raisonnables dans le cadre de son modèle.**

S'agissant du nombre de lignes déployées, les lignes FTTH déployées en Zone AMII ne représentent **que 25% au 30 juin 2015** (contre 65% en ZTD).

S'agissant du degré de concurrence, comme cela a été précédemment souligné, **seuls deux opérateurs construisent les réseaux dans ces zones (NC / SFR et Orange)**, les autres opérateurs se contentant d'être présents en tant que cofinanceurs, NC / SFR et Orange s'étant en conséquence répartis les zones de déploiement.

A l'inverse, sur les RIP, les attributions des contrats de déploiement et d'exploitation s'effectuent après une mise en concurrence opposant plusieurs candidats. Dans ces conditions, les conditions proposées par les opérateurs délégataires sont *a priori* pro concurrentielles, tant vis-à-vis des collectivités que s'agissant des grilles tarifaires.

Ce caractère pro concurrentiel se retrouve également au niveau de la construction des réseaux, laquelle est également réalisée dans le cadre soit de délégations de service public, soit de marchés publics, l'attributaire retenu étant, selon les règles de la commande publique, le mieux-disant, ce qui paraît être un facteur de meilleure performance des RIP s'agissant des constructions de réseaux.

Enfin, Tutor relève que, dans les Zones AMII, il n'existe aucune offre activée de type « bitstream » sur les réseaux FTTH, y compris dans les zones couvertes par le câble dans lesquelles on aurait pu penser que, du fait de l'existence d'une offre activée câble, Orange et NC/SFR auraient renforcé la pression concurrentielle au travers de leur propre offre activée.

---

<sup>15</sup> Projet de lignes directrices, page 17.

Cette absence d'offre de type bitstream constitue d'ailleurs, en ZIPrivées, une barrière à l'entrée au détriment des opérateurs commerciaux.

Dans ces conditions et au regard des conditions posées par les textes applicables, Tutor estime que les ZTD auraient dû être incluses dans l'exercice de comparaison menée par l'ARCEP (ce qui va d'ailleurs dans le sens des contributions de certains opérateurs dans le cadre de la Première consultation<sup>16</sup>).

A cet égard, le retour d'expérience en ZTD est beaucoup plus important qu'en ZMD, ce qui permettrait à l'ARCEP de fixer les coûts et tarifs d'accès de manière plus pertinente.

Leur absence dans l'analyse de l'ARCEP risque de fragmenter davantage le territoire métropolitain en différentes zones tarifaires au détriment de l'objectif d'homogénéisation des tarifs et de développement numérique des territoires.

**Question 2. Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur les conditions économiques d'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique déployés en zones d'initiative privée.**

Le Projet de lignes directrices fixe des niveaux tarifaires de référence, par référence aux conditions économiques d'accès aux Réseaux THD déployés en Zone AMII, telles que décrites en section II, point 1 du Projet.

Si les conditions ainsi décrites par l'ARCEP semblent correctement refléter les conditions effectivement pratiquées par les opérateurs intégrés en zone AMII, aucune démonstration du caractère pertinent et efficace (i) de la structure et (ii) du niveau tarifaires ainsi pratiqués n'est cependant menée.

**Tutor regrette à cet égard que les commentaires qu'elle a formulés dans le cadre de la Première consultation n'aient pas été pris en compte par l'Autorité, le Projet de lignes directrices demeurant lacunaire sur ce point et ne répondant pas aux interrogations soulevées par Tutor.**

Ainsi, comme le précédent document soumis à consultation, le Projet de lignes directrices, en ce qu'il se fonde sur des niveaux de prix en dehors de toute explication, justification ou précision quant aux détails des calculs ayant mené à ces résultats, contrevient aux règles fixées tant par la Commission européenne que par l'Autorité elle-même, en particulier en ce qui concerne l'objectivité des coûts sous-jacents<sup>17</sup>.

En outre, il ne permet pas de répondre à l'objectif de visibilité accrue pour les acteurs du secteur sur les mécanismes de détermination des tarifs des offres de gros prévues par le cadre réglementaire en dehors des ZTD.

<sup>16</sup> Cf. notamment la contribution de Bouygues Telecom, page 3.

<sup>17</sup> Cf. sur ce point la réponse de Tutor à la précédente consultation publique, page 4.

**Tutor réitère donc sa demande que l'ARCEP s'appuie sur des éléments de coûts tangibles et objectifs pour déterminer les tarifs du segment PM-PBO en cofinancement ou en location passive, ainsi que de la location activée au niveau du NRO, tant en ZTD qu'en ZMD (étant précisé en tout état de cause que les tarifs appliqués en Zone AMII ne sont pas adaptés aux ZIPubliques, comme cela sera détaillé *infra*).**

**Question 3. Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur l'analyse de l'Autorité du caractère comparable des réseaux à très haut débit en fibre optique déployés en zones d'initiative publique avec les réseaux déployés en zone d'initiative privée, notamment dans le cadre du Plan France Très Haut Débit.**

Tutor renvoie sur ce point à sa réponse à la question 1 de la présente Consultation, dans laquelle elle a démontré que le référentiel de comparaison avec les ZIPubliques aux fins de l'établissement des tarifs de gros d'accès FTTH devait inclure les ZIPrivées en ZTD.

**Question 4. Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur les niveaux tarifaires applicables par les réseaux d'initiative publique.**

L'ARCEP fixe, dans la section III du Projet de lignes directrices, les principes tarifaires qu'elle souhaite voir appliqués aux tarifs de gros pratiqués dans le cadre de RIP. Plusieurs de ces tarifs semblent tout à fait contestables à Tutor, au regard notamment de la situation du marché de gros des RIP mais également du marché de détail de l'accès à Internet THD.

### ***1) Sur le tarif non-récurrent des offres de cofinancement***

**En premier lieu**, Tutor souligne que le montant de 500 euros retenu par l'ARCEP<sup>18</sup>, sur la base du tarif observé dans les Zones AMII pour des PM regroupant entre 300 lignes et 600 lignes<sup>19</sup>, n'est étayé par aucun élément de coût tangible et objectif permettant d'asseoir sa pertinence.

En particulier, ce tarif a été fixé il y a plusieurs années sans avoir été depuis réévalué par l'Autorité, laquelle reconnaît d'ailleurs l'existence d'incertitudes dans la fixation des coûts dans le cadre de la Consultation<sup>20</sup>.

Or, depuis les premiers déploiements de fibre optique, les coûts ont diminué et les pratiques se sont améliorées, comme cela est fréquemment le cas s'agissant de nouvelles technologies. Le secteur de l'électricité d'origine photovoltaïque constitue un exemple parlant d'une telle baisse de coûts associée au développement d'une nouvelle technologie, en raison d'innovations technologiques et de montée en puissance de la production.

---

<sup>18</sup> Projet de lignes directrices, page 17.

<sup>19</sup> Cf. page 17 du Projet de lignes directrices.

<sup>20</sup> Cf. page 19 du Projet de lignes directrices.

## [SDA]

En conséquence, le coût de construction associé au déploiement de Réseaux THD devrait *de facto* être plus faible, afin de tenir de l'évolution des facteurs de coûts au cours des dernières années.

En tout état de cause, l'ARCEP ne peut rester si imprécise sur cet élément de coût alors que :

- il est tout à fait structurant dans le cadre de l'équation économique des opérateurs de RIP ;
- comme Tutor l'a fait valoir dans sa précédente contribution, il s'agit d'une hypothèse très sensible dans le cadre du modèle de l'ARCEP. Le test de sensibilité effectué à cet égard par Tutor<sup>21</sup> l'amenait en effet à conclure qu'une diminution de 10% (passage de 500 € à 450 €) du tarif permettait selon le modèle de diminuer le tarif de location à la ligne passive de pas moins de [SDA] et le récurrent mensuel par ligne cofinancée active de [SDA].

**En deuxième lieu**, il ressort du cahier des charges du PFTHD<sup>22</sup> que « *le besoin de financement public des déploiements de réseaux de desserte FttH sera estimé par rapport aux coûts de déploiement du réseau desquels est retranchée la valeur actuelle nette des droits d'accès recherchés auprès des opérateurs usagers pour un réseau en fibre optique jusqu'à l'abonné* ».

Cette valeur, qui correspond « *au tarif du droit d'usage constaté en zone d'initiative privée [...] (500€) pondéré par le niveau de cofinancement cible estimé des réseaux à très haut débit en fibre optique jusqu'à l'abonné (80 %)* »<sup>23</sup>, a été estimée pour l'ensemble du territoire national à **400 euros par ligne raccordable** dans la zone concernée<sup>24</sup>.

Sur ce point, la différence d'approche entre le PFTHD, dans lequel la subvention de l'Etat est calculée à partir des coûts, diminués d'une valeur nette des droits d'accès ciblée à 400€/ ligne (dit simplement, le niveau de subvention est fixé de sorte que le coût de déploiement à la charge de l'exploitant s'élève à 400€/ ligne au moins), et le Projet de lignes directrices, dans lequel les tarifs de gros sont estimés sur une base de coûts correspondant à une valeur nette de droit d'accès ciblée à 500€/ ligne, n'est pas cohérente.

---

<sup>21</sup> Cf. contribution de Tutor dans le cadre de la Première consultation.

<sup>22</sup> <http://www.arcep.fr/fileadmin/reprise/dossiers/fibre/Cahier-des-charges-PFTHD-2015.pdf>

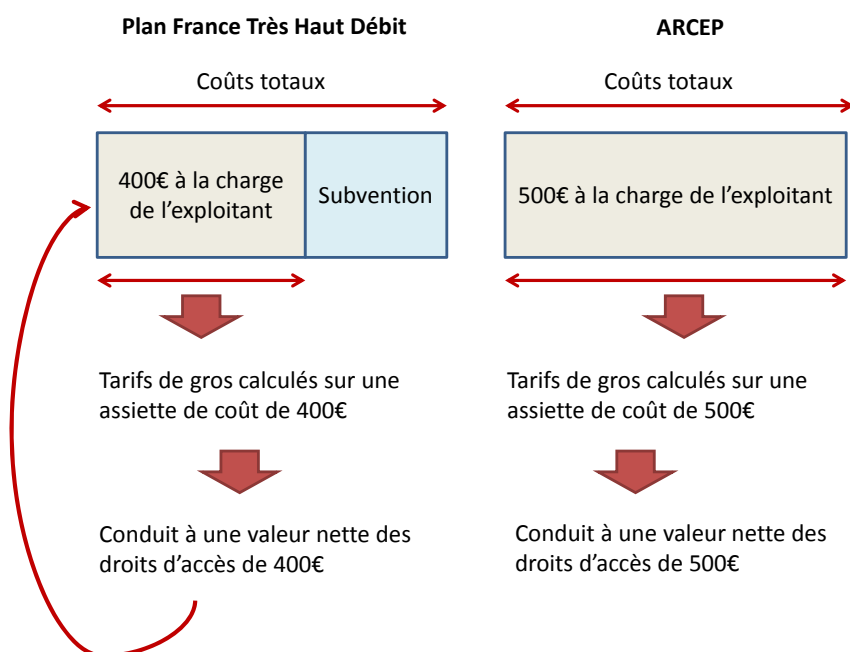
<sup>23</sup> Projet de lignes directrices, page 21.

<sup>24</sup> PFTHD, page 18.

La figure ci-dessous démontre que l'approche de l'ARCEP est en réalité contradictoire avec celle du PFTHD dans la mesure où les tarifs de gros résultant du coût par ligne de 500 € utilisé par l'ARCEP s'avèrent trop élevés pour être cohérents avec la valeur nette de 400 € des droits d'accès recherchés auprès des opérateurs usagers issue du PFTHD.

Dans le modèle de l'ARCEP, la valeur actuelle nette des droits d'accès est de 500€, par construction.

#### Dissemblance de la valeur nette des droits d'accès recherchés auprès des opérateurs usagers du PFTHD et de l'ARCEP



Source : ARCEP, cahier des charges du PFTHD, analyses Tutor

**Ainsi, le coût de déploiement (de 500€/ ligne) servant de base au calcul des tarifs de gros dans le cadre du Projet de lignes directrices est surévalué *a minima* de 100€.**

**En troisième lieu,** un investissement de 20 milliards d'euros en dix ans, partagé entre l'État, les collectivités territoriales et les opérateurs privés doit être mobilisé au titre du PFTHD<sup>25</sup>.

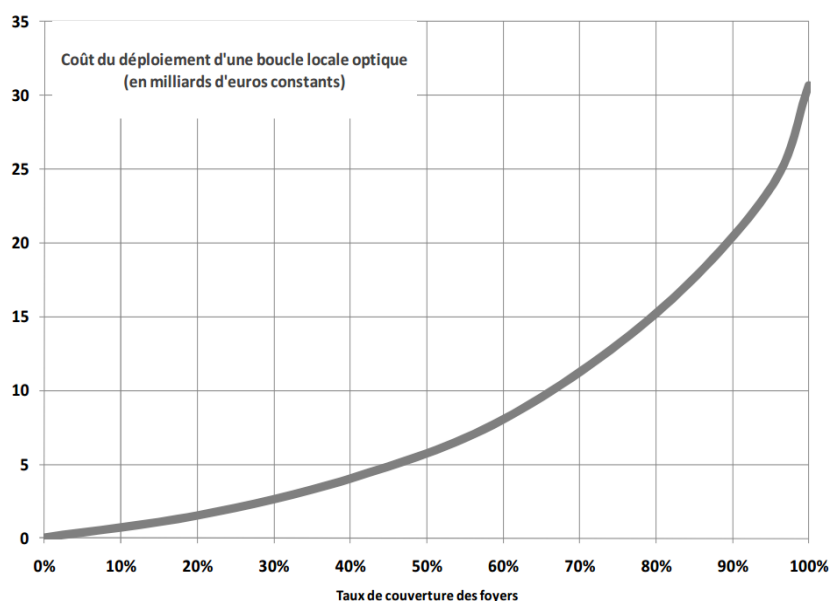
En appliquant le montant de cet investissement total au profil d'évolution du coût de déploiement de la fibre en fonction du taux de couverture des foyers, au niveau de l'ensemble des foyers français, déterminé par la DATAR (cf. figure ci-dessous<sup>26</sup>), il est possible de calculer le coût par ligne correspondant en Zone AMII (considérée par l'ARCEP comme le référentiel pertinent pour la fixation niveau tarifaire de référence dans les RIP, ce que conteste Tutor comme il a été rappelé *supra*).

<sup>25</sup> Présentation du PFTHD sur le site du Gouvernement : <http://www.gouvernement.fr/action/le-plan-france-tres-haut-debit>.

<sup>26</sup> Datar : Déploiement des réseaux très haut débit sur l'ensemble du territoire national rapport d'étude technologies et coûts de déploiement mécanismes de soutien possibles – janvier 2010, page 14.



### Coût du déploiement d'une boucle locale optique



Source : DATAR

En se fondant sur les hypothèses suivantes :

- l'investissement total s'élève à 20 milliards d'euros ;
- le coût du déploiement suit le même profil que celui proposé par la DATAR ;
- 33 millions de lignes seront déployées au total ;
- la couverture de la ZTD correspond à un taux de couverture des foyers de 16,5% ;
- la couverture de la Zone AMII correspond à un taux de couverture des foyers de 53%,

le coût de déploiement en Zone AMII ressort à **300€/ligne**, soit un coût nettement inférieur à celui utilisé par l'ARCEP dans le Projet de lignes directrices.

**Compte tenu de ces éléments, le coût du déploiement utilisé dans le cadre du Projet de lignes directrices devrait être compris entre 300 et 400€/ ligne au maximum.**

**Enfin et en quatrième lieu**, à le supposer objectif et pertinent (*quod non*, comme il vient d'être largement démontré), ce tarif est propre aux Zones AMII et l'ARCEP ne démontre pas, non plus, qu'il pourrait valablement être transposé aux ZIPubliques.

Une fois de plus, le Projet de lignes directrices ne prend pas en compte les spécificités propres aux Zones AMII ou aux ZIPubliques.

Tutor réaffirme donc, dans le cadre de la Consultation, l'importance pour les opérateurs d'infrastructure et les collectivités de pouvoir s'appuyer sur un tarif pertinent et ce d'autant plus que ce tarif impacte, au-delà des tarifs de l'accès passif à la ligne en cofinancement, les autres tarifs, compte tenu du principe de cohérence tarifaire appliqué par l'ARCEP dans l'objectif d'assurer une échelle des investissements vertueuse.

En tout état de cause, il semblerait nécessaire que ce tarif puisse être ajusté en fonction de chaque projet et ne pas être fixé de manière générique.

## 2) *Sur le tarif de la location activée livrée au niveau du NRO*

Comme indiqué *supra*, les ZIPrivées, en ce inclus les Zones AMII, ne proposent aucune offre activée. Tutor s'interroge donc sur le bien-fondé de l'approche envisagée par l'ARCEP pour le calcul du tarif de la location activée, le principe de comparabilité faisant, par définition, défaut.

En toute hypothèse, selon l'ARCEP, le tarif de cette offre s'élèverait à 26 €environ, ce tarif couvrant les coûts :

- du segment PM / PBO en location passive, estimés à 13 €par mois ;
- d'activation, estimés à 5 €par mois ;
- de raccordement distant, estimés à 1 €par mois ;
- de collecte au niveau national, estimés à 2 €par mois ;
- de raccordement final, estimés à 5 €par mois.

Cette estimation est tout à la fois décorélée des coûts constatés dans le cadre du déploiement des réseaux (cf. **point 2.a**) et incohérente avec les tarifs de détail proposés par les opérateurs intégrés (cf. **point 2.b**).

*a. Le niveau des tarifs estimés par l'ARCEP ne correspond pas à la réalité des coûts encourus dans le cadre du déploiement de RIP*

- **Sur le coût du segment PM/PBO en location passive**

Tutor estime, [SDA], que ce coût est [SDA], et non 13 €comme indiqué par l'Autorité.

Les raisons expliquant ce constat sont les suivantes.

Tout d'abord, ce coût est surestimé à un double titre :

- comme il a été démontré *supra*, le tarif non récurrent de 500€/ ligne, qui est la première composante, mensualisée, de ce tarif, est nettement surévalué (cf. *supra* Point 2 - Sur le tarif non-récurrent des offres de cofinancement) ;
- l'ARCEP intègre des coûts supplémentaires (*i.e.* autres que le coût de déploiement du réseau *stricto sensu*) : « *coûts de support, coûts communs et coûts commerciaux de la structure qui déploie [le réseau]* ».

Or, dans la mesure où ces coûts génèrent des dépenses récurrentes, sans être amortis, ils devraient être considérés comme des charges d'exploitation, recouverts à ce titre au travers des tarifs récurrents, et comme un coût d'investissement tel que le coût du segment PM/PBO en location passive (qualification qui ressort du modèle de l'ARCEP).

Ensuite, le processus de mensualisation se fonde sur des hypothèses contestables :

- l'ARCEP s'est fondée sur le taux de pénétration observé s'agissant du déploiement de l'ADSL. Or, ce choix :
  - a tendance à augmenter les tarifs. En effet, selon l'ARCEP, le taux de pénétration observé s'agissant du DSL au bout de 4 ans de déploiement s'élevait à 23%. Pour ce qui concerne la fibre optique, les anticipations des opérateurs sont bien supérieures (de l'ordre de 36% selon les données communiquées par l'ARCEP elle-même)<sup>27</sup> ;
  - n'est pas cohérent. En effet :
    - le taux de pénétration de la fibre optique ne peut être estimé à partir de celui du DSL, dès lors que la demande actuelle n'a pas les mêmes caractéristiques de « consommation Internet » que celle prévalant à l'époque du lancement du DSL, dont Tutor rappelle qu'il s'agissait de la première technologie utilisée pour fournir l'accès à Internet aux usagers. La diffusion d'Internet et l'appétence des consommateurs pour des services haut débit (notamment dans les zones où la qualité de débit offerte par le DSL est insuffisante) devrait conduire à un développement beaucoup plus rapide sous réserve d'une offre tarifaire adaptée ;
    - cette référence est contradictoire avec le référentiel de « comparabilité » retenu par l'ARCEP, qui aurait davantage dû la conduire à utiliser le taux de pénétration estimé en Zone AMII ;
    - l'ARCEP ne peut fonder son calcul sur l'hypothèse du taux de pénétration du DSL tout en échelonnant le calendrier d'encadrement tarifaire en fonction du taux de pénétration estimé par les opérateurs, comme elle le fait dans le cadre du Projet de lignes directrices<sup>28</sup> ;
- le taux de rémunération de capital retenu, fixé à 9,5%, n'est pas cohérent avec le projet de décision fixant le taux de rémunération du capital employé pour la comptabilisation des coûts et le contrôle tarifaire des activités fixes régulées pour les années 2016 et 2017, mis en consultation publique du 22 septembre au 22 octobre 2015, et dans lequel l'ARCEP propose que ce taux de rémunération de capital soit compris entre **8,5 et 8,8%**<sup>29</sup>.

**L'ajustement de ces deux hypothèses dans le modèle de tarification de l'ARCEP conduit à un tarif de location passive d'un montant maximal de [SDA] / ligne et / mois, hors prise en compte d'éventuels mécanismes de dégressivité tarifaire (soit [SDA] / ligne et / mois de moins que le tarif proposé par l'ARCEP).**

<sup>27</sup> Modèle de l'ARCEP, onglet « Hypothèses », ligne 50.

<sup>28</sup> La période de lancement définie par l'ARCEP prend fin « *une fois le taux de pénétration de 20 % atteint sur le réseau ou au bout de 2 ans d'exploitation* » (Projet de lignes directrices, page 40), soit le taux de pénétration estimé par les opérateurs (20% en 2 ans).

<sup>29</sup> Projet de décision, page 9.

Par ailleurs, en se basant sur les éléments tarifaires de l'ARCEP relatifs au cofinancement, le tarif du lien PBO-PM en cofinancement s'élève à [SDA], comme le montre le tableau ci-dessous :

	Coût unitaire	Capacité (clients)	Taux de remplissage	Capex / client	Durée amort.	Tarif client / mois
Droit d'usage de long terme	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]
Récurrent	[SDA]	[SDA]	[SDA]			[SDA]
<b>Lien PBO-PM en cofinancement</b>						[SDA]

Ainsi, le tarif calculé par l'ARCEP pour le segment PM/PBO en location passive est supérieur à celui de ce segment en cofinancement, contrairement au principe de cohérence tarifaire que l'ARCEP met en avant dans le cadre du Projet de lignes directrices<sup>30</sup>.

En tout état de cause, même en fixant le coût du segment PM/PBO en location passive à 13 € pour le principe de la démonstration, le prix de l'offre activée, hors prise en compte d'éléments de dégressivité au volume, ne pourrait pas s'élever à 26 € mais au maximum à [SDA], les autres éléments de coûts pris en compte par l'Autorité étant également contestables, comme Tutor le démontre ci-après.

- **Sur les coûts d'activation et de collecte**

Le coût d'activation est estimé à 5 € par l'Autorité, en se fondant sur « les coûts d'activation mensuels moyens des opérateurs d'envergure nationale (équipement, hébergement et prestations annexes) »<sup>31</sup>, et le coût de la collecte à 2 €

Or, ces coûts sont estimés à partir du modèle de coût de l'accès et de la collecte de l'ARCEP<sup>32</sup>. En effet, il est indiqué dans le Projet de lignes directrices que le coût d'activation mensuel est estimé « à partir des éléments de coûts disponibles notamment dans le cadre du dégroupage »<sup>33</sup>.

<sup>30</sup> Cf. notamment page 24 : « La différence entre le barème des tarifs de long terme et de court terme permet donc, d'une part, de refléter la flexibilité apportée à l'opérateur commercial par l'offre de location à la ligne passive ou activée et, d'autre part, de prendre en compte le niveau de risque encouru par l'opérateur d'immeuble s'agissant de son plan d'affaires. Cette différence doit cependant être raisonnable et doit permettre une entrée sur le marché des opérateurs qui achètent des offres d'accès de court terme ».

<sup>31</sup> Projet de lignes directrices, page 25.

<sup>32</sup> [http://www.arcep.fr/uploads/tx\\_gspublication/modele-cp-model-acces-collecte-sept2012.xlsm](http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/modele-cp-model-acces-collecte-sept2012.xlsm)

<sup>33</sup> Projet de lignes directrices, page 25.

Ce modèle calcule les coûts **pour un réseau de cuivre et non un réseau de fibre**. Or, les éléments de coûts diffèrent entre les deux technologies. Ainsi, dans un réseau fibre :

- le DSLAM (« Digital Subscriber Line Access Multiplexer ») est remplacé par un OLT (« *Optical Line Terminal* ») ;
- la liaison Répartiteur – DSLAM est réalisée avec de la fibre optique.

Afin de tenir compte de ces différences, Tutor a recalculé les coûts d'activation et de collecte en remplaçant, dans le modèle de l'ARCEP, les caractéristiques des DSLAM par celles des OLT. Ces caractéristiques sont celles de capacités, coûts unitaires et durée de vie et sont présentées en Annexe 1 (Annexe confidentielle compte tenu de la sensibilité des informations qui y figurent), ainsi qu'un tableau récapitulant toutes les cellules qui ont dû être modifiées dans l'onglet « Paramètres » du modèle de l'ARCEP.

Tutor souligne par ailleurs que le coût de l'équipement terminal (ONT / CPE) n'a pas été inclus dans le coût d'activation dès lors que cet équipement n'est pas *stricto sensu* nécessaire à l'activation du réseau.

En tout état de cause, Tutor tient à souligner qu'elle s'est fondée sur ses coûts d'achat réels, nécessairement plus élevés que ceux d'un opérateur de plus grande envergure.

**Ces changements conduisent à retenir un coût d'activation de [SDA] / ligne / mois et de collecte de [SDA] / ligne / mois.**

**Au vu de ce qui précède, le tarif de location activée hors raccordement final proposé par l'ARCEP est donc surévalué d'environ [SDA] pour ce qui concerne uniquement les coûts d'activation et de collecte.**

Ainsi, les éléments qui précèdent démontrent que la référence retenue par l'ARCEP, à savoir le coût d'activation en matière de dégroupage, n'est pas pertinente dans le cadre du modèle de tarification FTTH. Le point est d'importance puisqu'il permet de substantiellement réduire les montants proposés par l'ARCEP.

- **Sur les coûts de raccordement distant**

Tutor rappelle que, dans certaines configurations de réseaux, notamment celles retenues par Tutor dans le cadre des RIP qu'elle déploie, les PM sont confondus avec les NRO, de sorte qu'aucun coût de raccordement distant n'existe.

Du point de vue de Tutor, cet élément devrait également être pris en considération par l'ARCEP, comme d'ailleurs d'autres spécificités qui peuvent exister chez d'autres opérateurs ou d'autres RIP qui influent directement sur le coût global de la prestation et donc, sur les tarifs de gros associés.

- **Sur les coûts de raccordement final**

L'ARCEP fixe ces coûts à 5 € dans le Projet de lignes directrices alors que Tutor les évalue en moyenne à [SDA]. Ce montant correspond au coût du raccordement final net de subvention, duquel ont été déduites les participations des opérateurs commerciaux ainsi que les promotions.

A cet égard, Tutor s'étonne de ce que l'ARCEP n'ait pas pris en considération les éléments de coût figurant dans le Plan France Très Haut Débit, aux termes duquel la part forfaitaire pouvant « *raisonnablement être mise à la charge de l'opérateur et/ou de l'utilisateur final* »<sup>34</sup> au titre du raccordement final s'élève à 250 €, et ce alors même que l'Autorité est tenue de fixer des tarifs **raisonnables** en application de la décision n° 2010-1312.

A nouveau, la tarification proposée par l'Autorité paraît contestable.

En tout état de cause, Tutor s'interroge sur la légitimité de l'intervention de l'ARCEP pour déterminer les coûts de raccordement final, dans la mesure où (i) les subventions accordées aux opérateurs de RIP ne portent pas sur le raccordement final et (ii) les coûts associés dépendent de la typologie du raccordement choisi par chaque opérateur.

De plus, les tarifs de raccordement final ne peuvent être raisonnablement homogénéisés, compte tenu de la diversité des pratiques commerciales des opérateurs en la matière (certains les offrent, d'autres proposent une participation). Cette diversité des pratiques pourrait ainsi être comparée avec la différence du coût d'acquisition d'un mobile selon les offres commerciales pratiquées par les opérateurs mobiles.

***In fine*, fixer les niveaux de tarif préconisés par l'Autorité, quand bien même cela permettrait d'assurer une homogénéité tarifaire (principe au demeurant incorrectement interprété par l'Autorité, cf. *supra*), reviendrait ainsi à méconnaître le principe d'objectivité des coûts résultant de la décision n°2010-1312.**

Tutor rappelle également que, alors même que les tarifs de gros aujourd'hui pratiqués dans le cadre des RIP sont globalement inférieurs à ceux fixés par l'Autorité dans son Projet de lignes directrices, il est extrêmement difficile aux opérateurs de RIP de convaincre les opérateurs commerciaux d'utiliser leurs réseaux.

**Dans ce contexte de réticence des opérateurs commerciaux à intervenir sur les RIP, des tarifs de gros aussi élevés que ceux que veut imposer l'ARCEP auront nécessairement un impact négatif sur le déploiement de RIP, nuisant *in fine* à l'aménagement du territoire et accentuant la fracture numérique.**

***b. Les niveaux de tarifs préconisés par l'ARCEP ne sont pas cohérents avec les tarifs de détail pratiqués par les opérateurs intégrés***

Comme le sait l'Autorité, qui suit les évolutions du marché de détail dans le cadre de ses Observatoires, les quatre opérateurs intégrés proposent des offres *triple play*, incluant donc, au-delà du seul accès Internet très haut débit, des services de télévision sur IP et de voix sur IP, pour un montant total compris **entre 20 et 58 euros par mois** selon les opérateurs et les débits maximaux offerts.

---

<sup>34</sup> Page 19 du cahier des charges du PFTHD.

A titre illustratif :

- l'offre Red fibre de SFR, proposée à 19,99 € par mois (pendant 12 mois, puis 29,99 € par mois), inclut un accès à internet sur fibre optique jusqu'à 100 Mb/s ainsi que le téléphone fixe illimité ;
- l'offre Livebox Zen fibre d'Orange à 19,99 € par mois (pendant 12 mois, plus 3 € de location de Livebox, puis 33,99 € par mois) inclut notamment un Internet de 100 Mb/s, la TV d'Orange avec 160 chaînes incluses, dont 30 en HD, des appels illimités vers les fixes de France métropolitaine et DOM et plus de 100 destinations et vers les mobiles de France métropolitaine, des DOM, des USA, du Canada ainsi que l'accès au Cloud d'Orange avec 10 Go de stockage.

Dans ces conditions, **le tarif de gros qu'entend imposer, de facto, l'Autorité, conduirait à un effet de ciseau tarifaire évident, au détriment des opérateurs commerciaux présents sur les RIP au travers d'une offre activée** et au bénéfice de leurs concurrents intégrés ou des opérateurs commerciaux ayant souscrit à une offre de cofinancement, comme le démontre le tableau suivant.

Chaîne de valeur pour un opérateur de détail : offre FFTH résidentielle	Base location passive : 13 €, et autres coûts*	
Prix de détail TTC	30,00	35,00
Prix de détail HT	25,00	29,17
Coût mensuel PM-PBO en location passive	13,00	13,00
Coût d'activation mensuel moyen	5,00	5,00
Coût mensuel actualisé sur 20 ans du lien de raccordement distant	1,00	1,00
Coût de collecte pour une livraison nationale	2,00	2,00
Coût mensuel du raccordement final actualisé sur 20 ans	5,00	5,00
<b>Coût total passif + activé</b>	<b>26,00</b>	<b>26,00</b>
Marge brute	-1,00	3,17
<b>Ratio Marge Brute / Prix de détail HT</b>	<b>-4%</b>	<b>11%</b>

\* Source : *Projet de lignes directrices.*

L'effet d'exclusion au détriment des opérateurs commerciaux souhaitant intervenir dans les zones couvertes par les RIP (et plus particulièrement d'éventuels nouveaux entrants qui se tourneront bien sûr plus facilement vers une offre activée), mis en évidence par ces éléments, **est d'autant plus fort que :**

- **le tableau ci-dessus n'intègre pas les coûts commerciaux encourus par ces opérateurs.** Or, ces coûts commerciaux s'avèrent particulièrement élevés dans les zones couvertes par les RIP ;
- les opérateurs commerciaux clients des RIP font face à la **concurrence des offres de détail d'accès à internet fondées sur des technologies DSL, dont les coûts de revient et donc les tarifs de détail sont nettement inférieurs à ceux de la fibre.**

Tutor insiste sur l'importance de la prise en compte des effets de la tarification de gros sur le marché de détail, comme le reconnaît d'ailleurs l'Autorité en se fondant sur des hypothèses de taux de pénétration sur le marché de détail pour fixer les tarifs de gros.

A cet égard, Tutor souligne que, bien évidemment, des tarifs de gros plus élevés entraîneront nécessairement des tarifs de détail plus élevés, même en rognant sur les marges, et donc un taux de pénétration moins important. Au surplus, une telle augmentation pourrait amener les clients finals à résilier les contrats conclus avec les opérateurs de détail.

### **3) Sur le coût du génie civil**

Selon le Projet de lignes directrices, le coût de déploiement lié à l'utilisation du génie civil (GC) d'Orange va connaître une multiplication par un facteur supérieur à 10 sur une période de 25 ans (passage de 2,36 € à l'année 1 à 25 € à l'année 25).

Comme Tutor l'avait déjà souligné lors de la Première consultation, la pertinence et de l'objectivité de cette hypothèse sont tout à fait contestables, comme l'ont d'ailleurs également relevé d'autres acteurs.

L'ARCEP se contente ainsi d'indiquer que les données présentées « *sont issues d'une simulation et sont ainsi à prendre avec précaution* » et qu'« *afin de simuler la trajectoire d'évolution du tarif d'accès au génie civil d'Orange en zone mutualisée, l'Autorité a jugé pertinent de ne pas se livrer à l'exercice à la fois complexe et arbitraire de modélisation des dynamiques propres aux différents paramètres sous-jacents à ce tarif et, en conséquence, a fait le choix de s'appuyer uniquement sur une hypothèse médiane de vitesse de pénétration de la fibre à l'échelle nationale* »<sup>35</sup>.

Ce choix de modélisation, qui est donc contestable de l'aveu même de l'ARCEP ne peut être maintenu dans le cadre de l'élaboration des lignes directrices, et ce d'autant moins que le coût du GC ayant un impact significatif sur le tarif des différentes prestations.

Tutor renvoie sur ce point aux éléments détaillés dans le cadre de sa contribution à la précédente consultation publique<sup>36</sup> et réitère sa demande de voir les coûts de génie civil clairement détaillés et explicités dans le respect des principes d'objectivité, de pertinence, d'efficacité, de transparence et de non-discrimination exigés par la régulation.

**Question 5. Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur l'opportunité d'instaurer les mécanismes de remise énoncés dans la phase de lancement et sur les niveaux envisagés pour les seuils de remises.**

Tutor partage l'analyse de l'Autorité quant au principe d'admettre des mécanismes de remise dans le cadre de l'exploitation de RIP afin de favoriser le futur développement des RIP afin de créer un cercle vertueux de commercialisation.

<sup>35</sup> Voir p. 19 du document d'accompagnement du Modèle générique de tarification de l'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique en dehors des ZTD.

<sup>36</sup> Cf. sur ce point la réponse de Tutor à la précédente consultation publique, pages 7 et 12.



Pour autant, les modalités de remise envisagées dans le Projet de lignes directrices sont, selon Tutor, insuffisantes et inadaptées, notamment en ce qu'elles se limitent à la période de lancement des RIP (fin des remises dès que le taux d'activation du réseau atteint 20%) et en ce que les montants proposés ne sont pas suffisamment incitatifs (10% maximum pour un opérateur commercial dépassant un seuil de 10% de lignes éligibles du réseau en location à la ligne ou, pour la partie récurrente du tarif de cofinancement, un seuil des 10% de lignes souscrites via une offre de cofinancement).

Tutor considère pour sa part, comme elle l'avait déjà souligné dans le cadre de la Première Consultation, qu'il est indispensable que les tarifs susceptibles d'être recommandés dans le cadre des Lignes Directrices prennent en compte les impacts sur les coûts que peuvent induire les effets d'échelle et les niveaux de taux de pénétration ainsi que la vitesse avec laquelle ils sont atteints.

Ces impacts sont en effet majeurs et doivent être pris en compte, dans la logique posée par les règles applicables en matière d'aides d'Etat selon lesquelles il est nécessaire de s'appuyer sur les coûts effectifs.

Il est donc essentiel de pouvoir proposer aux opérateurs commerciaux des mécanismes de tarification dégressive, ainsi que cela est pratiqué classiquement dès l'atteinte de volumes de commande significatifs, et ce sur l'ensemble des segments, en ce inclus les offres de location à la ligne.

A titre illustratif, dans le cadre de son offre d'accès en dehors de la ZTD à la partie terminale des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique, Orange pratique également une tarification dégressive pour ses offres de cofinancement des lignes FTTH<sup>37</sup>.

**Tutor rappelle que les opérateurs commerciaux ont manifesté un profond intérêt pour de tels mécanismes de tarification et que certains délégataires ont d'ores et déjà considéré pertinent de les adopter.** Le SIEA souligne ainsi, dans sa réponse à la Première consultation, pratiquer des remises au volume en fonction du nombre d'abonnements souscrits par ses clients FAI (location passive, RFoG et activés en IP)<sup>38</sup>.

Par ailleurs et de manière à permettre un développement pro-concurrentiel du RIP favorable à tous les opérateurs commerciaux, cette dégressivité devrait être appliquée dès lors que certains niveaux de taux de pénétration globaux à l'échelle du RIP sont atteints à l'ensemble des opérateurs commerciaux présents sur celui-ci, dans la mesure où ils bénéficieraient ainsi d'économies d'échelle tant au niveau des investissements que des charges d'exploitation.

En effet, l'économie des RIP étant liée au taux de pénétration, dès lors que ce dernier augmente, les coûts diminuent, Tutor considérant dès lors que l'ensemble des opérateurs commerciaux doivent bénéficier de cette baisse de coûts.

---

37

<http://www.orange.com/fr/content/download/3468/31507/version/8/file/offre%20cablage%20FTTH%20horsZTD%20du%2030%20sept%202014.pdf>

38

Page 3 de la réponse du SIEA à la Première consultation.

Ce mécanisme global de dégressivité doit également être couplé à un mécanisme de dégressivité individuel, fonction du niveau de taux de pénétration sur lequel un opérateur commercial peut s'engager.

Tutor rejoint à cet égard, en tous points, la position exprimée par le Sipperec ou le SIEA dans le cadre de la Première Consultation, qui s'exprimaient en faveur de mécanismes tarifaires dégressifs et relève, comme eux, les externalités positives liées au volume d'achat des opérateurs commerciaux pour l'opérateur de RIP :

*« - il achète ses études d'ingénierie et de terrain au meilleur coût auprès de ses sous-traitants compte tenu du volume commandé ou bien il optimise la mobilisation de ses ressources internes en matière de raccordements,  
- il peut accélérer l'industrialisation de ses process de déploiement et développer l'automatisation de ses méthodes de travail,  
- il optimise la construction du réseau et l'utilisation de ses machines (trancheuses...),  
- il achète les matériels qui dépendent du taux de pénétration du réseau auprès des opérateurs commerciaux (OC), à leur meilleur prix (effet volume),  
- ses charges fixes d'exploitation sont optimisées, car réparties sur un nombre de lignes plus important,  
- ses équipes d'exploitation sont également mobilisées de manière rationnelle car sur des poches de commercialisation homogènes complètes ».*

#### [SDA]

Cette tarification aboutit, comme Tutor l'avait souligné dans le cadre de la Première consultation, à une optimisation des coûts et des investissements dès lors qu'elle permet (i) d'amortir les charges d'exploitation et les investissements sur un volume de prises commercialisées plus important, (ii) de mettre en place des mécanismes d'effets volume sur les achats de prestations, matériels et équipements supportés par le délégataire du RIP et (iii) de rationaliser et d'industrialiser les processus afférents.

Tutor rappelle également que les tarifications dégressives (i) ont été largement utilisées par l'opérateur historique<sup>39</sup> et (ii) sont parfaitement admises par l'Autorité, comme le montre la position qu'elle a exprimée en matière de terminaison d'appel SMS, constatant l'application au marché des SMS Push d'une tarification dégressive en ce que « *les trois opérateurs ont procédé à des ajustements tarifaires bénéficiant davantage aux échanges de volumes très importants, permettant une baisse de quelques points pour les petits volumes à 20%-30% pour la tranche la plus haute* »<sup>40</sup>.

---

<sup>39</sup> Orange, *Offre de référence d'accès et de collecte DSL Orange*, « offre destinée aux opérateurs de réseaux ouverts au public », 1<sup>er</sup> janvier 2015 et les développements que Tutor y a consacrés dans le cadre de la Première consultation.

[http://www.orange.com/fr/content/download/3657/33601/version/25/file/OdR+DSL+grand+public\\_2015-01-01.pdf](http://www.orange.com/fr/content/download/3657/33601/version/25/file/OdR+DSL+grand+public_2015-01-01.pdf)

<sup>40</sup> ARCEP, document transmis à l'Autorité de la concurrence d'avril 2010, « Bilan de la régulation de la terminaison d'appel SMS en métropole et Etat des lieux des marchés de gros et de détail en matière de SMS en outre-mer », chapitre I, 1.3, page 7.

Cette mécanique de dégressivité bénéficie non seulement aux opérateurs les plus entrepreneurs et consentant les premiers investissements commerciaux nécessaires au développement rapide du RIP **mais également à l'ensemble des opérateurs commerciaux.**

Elle permettra ainsi l'arrivée d'opérateurs tout au long de la vie du RIP, contrairement au mécanisme de montée en charge proposé par l'ARCEP, lequel, du point de vue de Tutor, porte en lui certains risques pour le développement des RIP (cf. *infra*).

**Question 6. Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur l'opportunité d'instaurer les mécanismes d'ajustement des tarifs énoncés et sur les niveaux envisagés durant les phases de montée en charge et d'exploitation.**

Comme rappelé *supra*, Tutor confirme la pertinence de mettre en place des mécanismes d'incitation en direction des opérateurs commerciaux afin d'assurer un meilleur taux de remplissage des RIP.

Pour autant, Tutor estime que le meilleur levier à cette fin réside non pas dans les mécanismes d'ajustement proposés par l'Autorité, qu'elle considère comme insuffisants, mais dans des mécanismes de tarification dégressive tels que ceux décrits dans sa réponse à la question n°5.

A cet égard, Tutor considère que mettre fin aux mécanismes incitatifs à la fin des périodes de montée en charge et d'exploitation, telles que définies par l'ARCEP dans le Projet de lignes directrices, risque de figer les positions commerciales des acteurs et d'interdire, *in fine*, à de nouveaux entrants de s'installer sur le RIP.

En effet, si les opérateurs déjà présents sur le RIP et ayant bénéficié de ces mécanismes incitatifs ne devraient sans doute pas quitter le RIP lorsque ces mécanismes incitatifs prendront fin, cette organisation est susceptible de rendre plus délicate l'arrivée sur le RIP de nouveaux opérateurs une fois cette période de montée en charge passée : alors que les opérateurs déjà en place pourront absorber la hausse de tarifs sur la base commerciale qu'ils auront déjà constituée, les nouveaux opérateurs, outre qu'ils ne disposeront pas de cette possibilité, devront en outre absorber les coûts commerciaux liés à la conquête et se trouveront donc dans une situation concurrentielle plus délicate.

**Question 7. Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur les niveaux tarifaires exposés, en particulier celui du tarif de l'offre d'accès activé et les niveaux de coûts associés aux différentes composantes de ce dernier, le cas échéant en prenant en compte différentes configurations technologiques.**

Tutor relève que l'ARCEP n'a pas pris en compte les spécificités liées à la technologie RFoG, qui conduisent en particulier à ce que :

- aucun coût de collecte ne soit encouru, la collecte étant assurée par les opérateurs commerciaux ;
- les tarifs d'activation soient moins élevés.

**Question 8. Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur l'analyse de l'Autorité et les modalités d'adaptation des contrats en cours, notamment les contrats de délégation de service public, concernant les RIP dont les conditions tarifaires étaient déjà en vigueur avant le 6 août 2015.**

Tutor n'a pas de commentaire à formuler sur cette question à ce stade.

**Question 9. Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur les modalités de transmission à l'Autorité des conditions tarifaires d'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique.**

Tutor n'a pas de commentaire sur ce point.

**Annexe 1**  
**(confidentielle)**

**[SDA]**